

Suppressions d'emplois à Bercy

Tous les prétextes sont bons !

C'est encore une fois par voie de presse, que les agents du ministère de l'action et des comptes publics ont eu confirmation qu'ils seraient soumis pour la seizième année consécutive à des suppressions d'emplois.

Après les 1600 de 2018, 2000 nouvelles suppressions d'emplois seraient inscrites dans le Projet de Loi de Finances 2019.

Au regard des effectifs et sans aucune garantie pour les autres directions, la DGFIP serait la principale contributrice à cette nouvelle saignée d'emplois.

L'un des principaux arguments avancés est la mise en place du prélèvement à la source !

Est-ce à dire que si cette réforme n'avait pas vu le jour, comme le Président de la République a semblé le laisser percevoir voilà 15 jours, cette direction n'aurait pas eu de suppressions d'emplois ?
Bien sûr que non !

Voilà des mois, et encore dans son discours à l'encadrement le 11 juillet dernier, le ministre n'a pas caché que des suppressions d'emplois seront inscrites dans le PLF 2019, avec pour première conséquence le resserrement du réseau territorial à la DGFIP.

FO Finances condamne fermement ces nouvelles suppressions d'emplois qui détérioreront le service public rendu aux usagers et aggraveront les conditions de travail des agents.

FO Finances interpellera dans les prochains jours Monsieur Darmanin sur cette question et appelle d'ores et déjà les agents à se mobiliser dans le cadre de la journée d'action interprofessionnelle du 9 octobre.

Paris, le 12 septembre 2018